

rapidement, que les droits de douane nous procurent un revenu amplement suffisant.

L'activité et la prospérité règnent dans toutes les branches de notre industrie. La production de nos mines, qui était, il y a dix ans, de \$5,000,000, est, aujourd'hui, de \$105,000,000. Nos pêcheries produisaient, il y a dix ans, \$21,000,000. Elles nous rapportent, aujourd'hui, \$29,000,000. Toutes les branches de l'activité se développent sans interruption. Ce développement accroît le revenu, et personne ne saurait y trouver à redire. Nous ne pouvons peut-être pas toujours donner la raison de notre grande prospérité. Si, du reste, j'entreprenais de la trouver, je provoquerais une discussion contradictoire. Mais nous devons reconnaître que notre prospérité est en grande partie attribuable au fait que le Canada, comme nation, doit sa prospérité industrielle et son développement merveilleux aux conditions particulières dans lesquelles il s'est trouvé, et qui n'existent nulle part dans le monde. La Canada a pu vivre et exercer fructueusement son activité, pendant près d'un siècle, sans avoir à redouter l'invasion de son territoire par aucun rival, jaloux de la fertilité de son sol et du bien-être dont il jouit. D'ici à une autre année nous allons atteindre la fin d'un siècle de paix. Nous devons ce fait à la puissance du grand empire dont nous sommes fiers d'être une partie très importante. Il a fallu à d'autres pays lutter pour reconstituer la fortune publique ou leur prospérité industrielle anéantie périodiquement. Il n'en a pas été ainsi en Canada. Nous avons pu conserver nos ressources et consacrer toute notre attention au développement de nos industries et de la richesse nationale.

Mais il est dans le discours du Trône un sujet qui n'est pas tout à fait aussi satisfaisant que nous le désirons. Il parle du recensement fait durant l'été dernier. Le résultat de ce recensement nous a tous, je crois, désappointés plus ou moins. L'on se berçait, depuis longtemps, de l'espoir que le mouvement d'immigration des nôtres avait cessé; et nous avions lieu de croire que notre population avait atteint un chiffre beaucoup plus élevé que celui donné par le dernier recensement. Après un examen approfondi des chiffres, j'ai constaté

que notre population s'était accrue durant la dernière période décennale, de 1,786,000 âmes; mais j'ai aussi constaté, après une étude un peu plus minutieuse, que, durant la même période, l'augmentation naturelle provenant des naissances, ne s'élevait qu'à 722,000 âmes, soit 12.70 pour cent pour tout le pays. L'immigration nous a donné, durant la même période, 1,715,000 âmes. Cette immigration, au taux de l'augmentation naturelle de la population indigène, doit s'être accrue elle-même, de 113,000 âmes. De sorte que le recensement aurait dû accuser une augmentation totale —provenant des naissances de la population indigène et de celles des immigrés— de 2,551,000 âmes. Au lieu de ce chiffre, le recensement n'accuse, comme je l'ai dit, qu'une augmentation totale de 1,786,000 âmes.

Il est évident que 774,000 personnes n'ont pu être omises dans ce recensement. Il est évident, d'un autre côté, que le mouvement d'émigration canadienne aux Etats-Unis est encore considérable. L'exode des nôtres n'a donc pas encore cessé. Il a été enrayé jusqu'à un certain point, peut-être; mais il se continue encore, et il est bien regrettable que notre population contribue ainsi à accroître celle de nos voisins du sud. Mais c'est un fait dont aucune administration n'est responsable. Je crois toujours que nos gouvernants ont fait tout ce qui leur était possible pour développer nos industries de manière à retenir, ici, notre population. On constate, du reste que, partout dans notre pays, il y a un mouvement qui pousse l'habitant vers les villes. Il y a ainsi tendance à abandonner l'agriculture pour la vie industrielle. Ce qu'il faut faire n'est pas d'entraver le développement industriel, ni rien de contraire à ce qui peut légitimement attirer les gens vers les centres industriels; mais le Gouvernement doit s'efforcer autant que possible de retenir la population rurale chez elle en encourageant l'agriculture de manière à rendre la vie des champs plus attrayante. Si ce but était atteint, ce serait un grand avantage. D'un autre côté, si nous constatons qu'il est impossible de vaincre ce désir d'abandonner les campagnes pour aller se fixer dans les centres industriels, il est évident que nous